

*L'énergie*

**M. Riis:** Je suis ravi de pouvoir participer au débat de ce soir sur ce qui est certainement le sujet le plus brûlant dont le Parlement a été saisi au cours de la présente session, et en fait, de plus important pour les Canadiens à l'heure actuelle: l'énergie. Notre avenir est en jeu. Comme l'a mentionné le député de Surrey-White Rock-North Delta (M. Friesen), lorsque nous discutons de l'avenir énergétique du Canada, c'est aussi de l'avenir de nos enfants que nous discutons.

Il ne fait aucun doute que le gouvernement et le Parlement doivent tous deux s'attacher davantage à la question de notre avenir énergétique. En écoutant les interventions des ministériels à ce sujet, je me suis rappelé mes années universitaires, à l'époque où je prenais des cours d'élaboration de politiques et de planification. Mes professeurs soulignaient l'importance de la planification pour les entreprises, les industries, les municipalités, les familles et... le gouvernement. Selon eux, le processus de planification se divisait en trois étapes fort simples: premièrement, définir des objectifs; deuxièmement, recenser les moyens d'atteindre ces objectifs et, troisièmement, mettre en œuvre ces moyens de façon satisfaisante.

Selon moi, le gouvernement libéral a échoué dès la première étape. Quel est l'objectif de notre pays par rapport à notre avenir énergétique? Qui plus est, quelle stratégie énergétique va-t-on adopter? Nous nous distinguons des autres pays du monde en n'ayant pas de politique énergétique nationale d'ensemble, alors que c'est le moment où jamais d'en avoir une. Plus que jamais, il nous faut avoir une équipe dirigeante résolue. Le dossier de l'énergie exige qu'on prenne des décisions et qu'on fixe des priorités d'ordre politique qui demandent cran et courage.

Le grand drame, on s'en rend compte aujourd'hui, c'est qu'il faut attendre une journée de l'opposition pour parler de notre avenir énergétique. Le député d'Eglinton-Lawrence (M. de Corneille) vient de faire remarquer que c'était pour nous l'occasion d'exposer nos politiques. Je voudrais qu'on me dise si on peut parler de dirigeants quand le gouvernement attend que cette question cruciale soit mise sur le tapis à l'occasion d'une journée réservée à l'opposition. Est-ce une preuve de courage de la part du gouvernement?

Dans l'allocution qu'il a prononcée tout à l'heure, le ministre a dit que le Canada avait une politique énergétique. Bien des Canadiens l'ignoraient. Demandez aux membres de son propre parti en quoi consiste leur programme énergétique. Demandez aux députés à quoi ressemble la politique énergétique du Canada. Demandez aux compagnies pétrolières. Elles seraient heureuses de le savoir. Demandez aux Canadiens de vous parler de notre programme énergétique. A mon sens, le fait même que les députés soient incapables d'exposer notre programme énergétique dans le détail est éloquent. Les termes que nous employons nous trahissent dans un certain sens, ils montrent la confusion qui règne dans notre esprit car nous débattons ce soir une motion qui reproche précisément au gouvernement de ne pas avoir de programme énergétique détaillé et complet permettant au Canada de suffire à ses besoins en énergie.

Nous avons lu les commentaires des différents ministres et de certains autres députés du parti libéral qui ont reconnu la nécessité d'être autonome sur le plan énergétique. Nous le sommes déjà. Nous sommes des exportateurs nets d'énergie sous forme d'énergie hydro-électrique, de gaz naturel, de charbon et de pétrole. Les députés qui sont assis en face

feraient peut-être bien de se réunir en leur caucus et d'étudier attentivement le passage de la motion qui se rapporte à l'autosuffisance en matière d'énergie.

Je voudrais étudier le dilemme devant lequel se trouve le Canada en le considérant sous un angle particulier. Le Canada a la réputation unique dans le monde aujourd'hui d'être l'une des nations que la nature a le plus généreusement dotées en ressources naturelles. Pourtant, il est aussi l'un des pays industrialisés les moins développés du monde. A toutes fins pratiques, le Canada est, après la Grèce, le pays qui consacre la plus petite partie de son produit national brut à la recherche et au développement. Plus que celle de tout autre pays notre économie est dominée par des sociétés étrangères tant en termes de valeur absolue que de rapport per capita. Les Canadiens sont le seul peuple riche en ressources énergétiques à avoir donné à des sociétés étrangères la haute main sur son industrie pétrolière et gazière, qui est d'une importance stratégique, et du même coup le contrôle de son avenir sur le plan énergétique.

A une époque où les ressources énergétiques se font de plus en plus rares, nous nous distinguons des autres peuples en étant celui où la consommation d'énergie par habitant est la plus élevée. Il est surprenant que le reste du monde nous prenne encore un tant soit peu au sérieux. Le fait que le Canada ait été invité à participer au sommet économique de Venise est uniquement tributaire de la générosité de la nature à son égard et ne saurait en aucun cas être un éloge à l'autorité dont fait preuve le gouvernement actuel. Les libéraux ont été incapables de nous donner l'orientation qui nous manque cruellement en notre époque de pénurie énergétique et peu de choses—et certainement pas ce qu'ils ont dit aujourd'hui—nous permettent d'espérer un redressement prochain de cette attitude.

Sept années se sont écoulées depuis le début de la crise de l'énergie aux États-Unis. Cependant, les Canadiens n'ont jamais eu à faire face aux problèmes que les Américains ont éprouvés il y a quelques années. Je pense notamment aux files d'attente aux stations-service et aux graves pénuries d'huile à chauffage domestique. Nous n'avons jamais eu à payer les prix qui sont monnaie courante aux États-Unis, en Europe et au Japon. Évidemment, cela a contribué à maintenir et même à renforcer la fâcheuse tendance au gaspillage des consommateurs et de l'industrie, ce qui a porté le taux per capita de consommation d'énergie à des niveaux sans précédent. Cela trahit un manque grave d'autorité de la part du gouvernement actuel en ce sens qu'il a manqué à son devoir, et j'insiste là-dessus, envers les Canadiens. Il a été incapable d'approfondir et d'appliquer, par le biais de ses politiques, les principes de conservation qui sont essentiels à la formation d'une société de conservation.

● (2050)

Notre première ligne de défense dans la bataille de l'énergie doit certainement être l'économie et la substitution. Pourtant, le gouvernement fédéral n'a pas favorisé de façon vigoureuse la mise au point de nouvelles sources d'énergie. Le gouvernement canadien a prêté son concours aux recherches qui ont mené à la mise au point de la technologie du réacteur nucléaire Candu, mais à mon avis, cette technologie est contestable tant du point de vue de la sécurité que du point de vue moral et elle est certainement inutile au Canada. S'il y a un pays qui n'a pas besoin de se précipiter pour mettre au point une technologie de